

Interview

Maurice Godelier : «Jamais et nulle part la famille n'a été le fondement de la société»

Par [Sonya Faure](#) et [Cécile Daumas](#) — 26 septembre 2018 à 18:26 (mis à jour à 18:56)



L'anthropologue Maurice Godelier, le 14 juin, à Paris. Photo Edouard Caupeuil pour Libération

PMA pour les lesbiennes et les célibataires, levée de l'anonymat pour les donneurs, GPA, droit à mourir : l'anthropologue Maurice Godelier, spécialiste de la parenté, rappelle que la nature de l'homme est de transformer son existence et de se faire toujours autre.

Ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) aux lesbiennes et femmes célibataires, levée de l'anonymat des donneurs : dans son avis préalable à la révision de la loi bioéthique, rendu public mardi, le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) pourrait initier une rupture, un tournant dans les histoires familiales à venir. Ces propositions ne sont, pour l'instant, qu'un avis. Le débat public et politique va durer plusieurs mois et in fine, le politique décidera (le projet de loi bioéthique doit être examiné au 1^{er} trimestre 2019 à l'Assemblée nationale). Dans la longue histoire de la parenté et de la filiation, que penser de ce nouveau droit que l'on donnerait aux femmes de procréer sans père ? Pourquoi une telle nécessité à connaître ses origines quand on est né d'un donneur anonyme ? Anthropologue, spécialiste de la parenté, Maurice Godelier travaille sur les grands invariants qui structurent nos vies et nos imaginaires : famille, religion, Etat. Formé auprès de Lévi-Strauss, marqué par le marxisme et le structuralisme, il a, comme anthropologue, longuement vécu au sein de la société baruya, en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Tout au long de ses travaux, il a montré que la sexualité n'était pas une question de nature, mais une production sociale. Que la famille n'était pas, contrairement aux idées reçues, au fondement de tout système social. Ou que la mort ne s'opposait pas à la vie, mais à la naissance.

De sa vie consacrée à l'anthropologie, Maurice Godelier a conservé la faculté de «se décentrer», c'est-à-dire suspendre son jugement quand on observe ce que font les autres ou qu'on écoute ce qu'ils disent à propos de ce qu'ils font. Pour son livre référence *Métamorphoses de la parenté* publié en 2004 (Fayard), il a analysé 160 sociétés et a décrit comment une trentaine d'entre elles se représentait la fabrication d'un enfant. De cette étude au plus près de la procréation, il rappelle que l'humanité a toujours été confrontée à la question de l'infertilité et a sans cesse tenté d'y trouver des réponses. Contrairement au nouvel avis du Comité d'éthique rendu public mardi, il estime qu'il est possible de légiférer sur la GPA en l'encadrant juridiquement et philosophiquement. Convaincu que la «*société produit de la société*», il fait confiance aux hommes et jamais il ne verse dans le conservatisme de principe. «*Je pense que la vie en société s'organise au départ par les gens eux-mêmes, selon leurs besoins, indépendamment des politiciens ou des anthropologues.*» Ainsi, pour lui, et contrairement là encore à l'avis du Comité d'éthique, revendiquer le droit à disposer de sa mort est une «*attitude socialement logique*». Se définissant comme un chercheur engagé, il voit sa discipline, l'anthropologie, comme une «*indiscipline* (1)».

Dans son avis rendu mardi, le Conseil national d'éthique propose de rendre possible la levée de l'anonymat des futurs donneurs de sperme, pour les enfants issus de ces dons. Qu'en pensez-vous ?

Quels que soient les cas, l'accès aux origines est fondamental pour les enfants. Je suis pour la connaissance des donneurs, que les enfants qui naissent connaissent leur histoire réelle : c'est un problème de vérité et de courage pour les parents. Pour l'enfant, c'est vivre plus sereinement son histoire de vie. Beaucoup de sociétés ont inventé des réponses à la stérilité des couples. Certaines ont même anticipé, d'une certaine façon, le principe des mères porteuses. Un exemple africain est célèbre. Dans cette tribu, si une femme devient veuve sans avoir eu d'enfant, elle peut épouser une autre femme et elle choisit un homme pour faire l'amour à son épouse. Quand les enfants naissent, ils appartiennent au mari défunt. C'est au fond une solution proche des mères porteuses. On le voit, ce n'est pas la première fois que l'humanité se trouve confrontée à ce problème et tente de trouver des solutions.

Mais la pratique des mères porteuses suscite beaucoup de réticences. Le Comité d'éthique vient à nouveau de se prononcer contre la GPA (gestation pour autrui).

C'est une réaction culturelle qui traverse les catégories sociales, la droite comme la gauche, signe qu'on touche une valeur partagée par beaucoup de groupes sociaux. Pourtant, d'un certain point de vue, à la fin d'une GPA, on aboutit à une famille «normale». L'enfant qui naît est génétiquement et socialement associé à ses parents. On se met à trois pour finir par fabriquer un couple occidental classique ! Mais cette réticence

s'explique sans doute par le fait que la GPA est l'image d'une maternité divisée en deux. Il faut deux femmes pour faire un enfant, et c'est ce qui fait obstacle culturel et éthique à cette pratique.

Je pense qu'on ne peut pas arrêter le processus vers la légalisation de la GPA. Il faut trouver une solution débattue politiquement, philosophiquement et encadrée juridiquement. Comme au Canada et dans certains Etats des Etats-Unis, qui ont instauré un contrat (une fois né, l'enfant ne peut appartenir à la mère porteuse, un plafond de rémunération est fixé pour éviter la mercantilisation du corps de la femme) et ont valorisé cette pratique : les mères porteuses donnent la vie, elles aident les autres à avoir un enfant, c'est un don de soi. C'est une vision très protestante. S'il n'y a pas en France de discussion collective et publique, qui valorise socialement le geste des «mères de substitution», on sera toujours dans un marécage des «pour» et des «contre» et on n'avancera pas.

Le Comité d'éthique suggère également dans son avis d'ouvrir la PMA aux couples de femmes. Qu'en pensez-vous ?

Il faut repartir du fait que le désir d'enfant n'existe pas seulement chez les hétérosexuels mais aussi chez les homosexuels et que ni chez les uns ni chez les autres ce désir n'est universel. Bien entendu, les homosexuels pourraient recourir à l'adoption. Mais en France, un tiers seulement des demandes d'adoption sont satisfaites après de longues attentes et beaucoup d'obstacles. Depuis longtemps, dans les pays occidentaux, des lesbiennes élèvent des enfants qu'elles ont mis au monde. Elles rejoignent les milliers de femmes qui élèvent seules leurs enfants au sein de familles où le père existe peu ou pas. Il faut, certes, l'équivalent d'un père et d'une mère pour élever un enfant. Mais être père et mère, c'est assumer des fonctions sociales différentes qui peuvent être largement détachées du sexe de celui ou de celle qui les assume. Le soin à l'enfant, le *care*, peut se faire par deux personnes de sexes différents ou de même sexe.

PMA, accès aux origines : après le rapport du Comité d'éthique, une discussion va s'engager et le législateur tranchera. Pourquoi assiste-t-on en France à une résistance forte quand on touche à la famille et à la filiation ?

La France se positionne, en effet, en général de manière conservatrice au départ - on l'a vu avec le mariage pour tous. En même temps, une fois que le mariage pour tous est adopté, on n'en parle plus. C'est comme si une étape, une fois franchie, était absorbée dans le tissu social. Comme si une majorité consentante et silencieuse avait coexisté avec les opposants. Et puis, on continue à avancer. La première étape de ce cheminement a été la dépathologisation, par la médecine, de l'homosexualité. Puis elle a été dépervertisée, du côté des psychologues. Enfin l'éthologie a montré que l'homosexualité était dans la nature : les bonobos se masturbent entre eux. Les humains sont par nature bisexuels.

Nous en sommes aujourd'hui à une étape inédite : nos sociétés ont donné un statut matrimonial à l'homosexualité. Celle-ci avait depuis bien longtemps une place reconnue dans certaines sociétés : en Grèce antique, à Lesbos, les femmes de l'aristocratie avaient un cycle d'initiation dont l'homosexualité était une étape. Chez les Baruya, parmi lesquels j'ai vécu et travaillé, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, tous les jeunes hommes entretenaient des rapports homosexuels jusqu'à leur mariage : à l'intérieur de la «maison des hommes», les aînés donnaient leur semence aux plus jeunes, pour les rendre forts. Ce qui était totalement interdit après leur mariage. Mais en même temps, les sociétés ont toujours valorisé l'hétérosexualité puisque c'était la manière de continuer la vie. L'hétérosexualité est et continuera d'être dominante. Aujourd'hui, la vraie rupture est la reconnaissance des couples matrimoniaux homosexuels. A ma connaissance, aucune société ne l'avait jamais fait. C'est là une singularité des sociétés occidentales modernes. C'est une rupture historique qui fabrique des nouvelles formes de familles.

Justement, certains s'inquiètent de cette rupture anthropologique qui mettrait en danger la famille, et conduirait la société à une forme de chaos anthropologique...

Jamais et nulle part les rapports de parenté et la famille n'ont été le fondement de la société humaine. C'est une illusion, que même des anthropologues partagent, et qui remonte à l'Antiquité : ainsi, pour Aristote, les tribus naissent de l'union entre des familles. La famille est, certes, fondamentale pour l'individu car elle fabrique sa première identité. Qu'on soit adopté ou non, nous forgeons d'abord notre identité personnelle au sein de la famille pendant notre jeunesse. Mais plus tard, on devient ouvrier ou professeur, et c'est la grande société qui nous donne une place.

Ce qui fait société, ce ne sont jamais les rapports de parenté, même dans les sociétés tribales : ce sont les rapports politico-religieux. Ceux-ci englobent tous les groupes de parenté et leur octroient une identité et une unité communes. Ils instituent la souveraineté des groupes humains - clans, castes ou classes - sur un territoire, ses habitants et ses ressources. C'est le politico-religieux qui fait société et non la famille.

Comment expliquez-vous les crispations actuelles autour de la fin de vie ? Sur ce point, le Comité d'éthique s'oppose dans son avis rendu mardi à ce que la fin de vie relève d'une décision individuelle et ne souhaite pas modifier la loi Claeys-Leonetti de 2016 (droit à la sédation profonde et continue jusqu'au décès)...

C'est une tendance française : l'isolement des vieux. Un grand nombre des personnes âgées meurt désormais dans les hôpitaux. Elles se retrouvent seules. Nous vivons de plus en plus vieux et nous avons de plus en plus de maladies liées à la décrépitude du corps. Paradoxe : on demande aux médecins, qui doivent redonner la vie, d'accompagner la mort. Nous donnons aux infirmières une fonction de *care* familial : ce sont elles qui accompagnent les mourants et non plus la famille comme autrefois. Alors que les religions préparent à la mort, notre société, de plus en plus laïque, veut la nier. La laïcité ne produit pas beaucoup de rites autour de la mort. Celle-ci devient une affaire individuelle, microfamiliale. A partir du moment où on ne croit plus qu'il existe une vie après la mort, la mort n'est plus vécue comme le risque d'aller en enfer ou au paradis. La mort est un point final, qu'il faut oublier jusqu'au moment où on y arrive.

Accorder un droit individuel à mourir dans les situations de fin de vie est-il envisageable dans nos sociétés ?

Jusqu'à présent, dans le christianisme, la vie appartenait à Dieu qui nous avait donné une âme. Le suicide était interdit. Aujourd'hui, beaucoup pensent que c'est l'un des droits de l'individu de choisir sa mort. Dans nos sociétés individualistes, la revendication du droit à disposer de sa mort est une attitude socialement logique.

Vous avez une assurance tranquille par rapport à ces questions éthiques éminemment complexes, est-ce le fruit de votre vie à comprendre et à étudier les vies dans d'autres sociétés ?

Je pense que la vie en société s'organise au départ par les gens eux-mêmes, selon leurs besoins, indépendamment des politiciens ou des anthropologues. Mais la politique est là pour faire avancer les choses. Regardez l'IVG : avant sa légalisation, les femmes avaient recours à l'avortement clandestinement. Puis Simone Veil a eu le courage de faire voter une loi, et ces femmes ont cessé d'être «indignes», elles ont retrouvé une place dans la société. Ce fut une rupture formidable. De la même manière, aujourd'hui, les couples et les femmes ont recours à la GPA et à la PMA en allant à l'étranger. Les sociétés vivent avec un stock de représentations, concernant le corps et la société, qui sont très anciennes. Ce qui s'est passé avec la légalisation du mariage homosexuel fut une rupture. Mais cette rupture avait été préparée par les acteurs eux-mêmes : des couples gays vivaient déjà ensemble et éduquaient, de fait, des enfants. Dans son livre posthume *l'Autre face de la lune* (2011, Seuil), Lévi-Strauss ne disait pas autre chose (de son vivant cela aurait fait scandale) : l'humanité doit progresser pour résoudre des nouveaux problèmes.

Vous dites justement que les humains ne se contentent pas de vivre en société, mais qu'ils produisent de la société pour vivre.

Toujours. L'humanité est naturellement une espèce sociale. Nous n'existons qu'en société. C'est la nature qui nous a donné ce mode d'existence, et notre cerveau nous permet d'inventer de nouveaux rapports sociaux, de nous transformer. Nous sommes une espèce sociale qui a la capacité - par rapport aux chimpanzés ou aux bonobos - de transformer le point de départ de notre existence, de nous faire autres. L'essence de l'homme, c'est tout ce que l'humanité a inventé pour elle-même. Et ce n'est pas fini : il n'y a pas de principe de clôture.

Donc la référence à la nature n'aurait pas vraiment de sens ?

Au contraire, parce qu'on a un corps. Jusqu'à présent, c'est en s'accouplant qu'on fait des enfants. L'ancrage dans la nature, c'est notre besoin de nous nourrir, de dormir, nos désirs sexuels, trouver dans la nature les moyens matériels de continuer d'exister... Il ne faut pas se dématérialiser. C'est aussi respecter la nature. Mais ce qui m'a frappé, en tant qu'anthropologue, dans toutes les sociétés que j'ai fréquentées, c'est

qu'une grande partie des rapports sociaux, c'est de l'imaginaire pétrifié. La mosquée, l'Eglise, l'art de Goya ou du Greco : une grande partie de ce que nous sommes, de notre vie, c'est de l'imaginaire transformé en réalités sociales, psychologiques et matérielles. Dans le Nouveau Testament, Jésus dit au disciple qui a voulu voir et toucher ses plaies pour croire à sa résurrection : *«Tu m'as cru parce que tu as vu, heureux ceux qui croiront sans voir.»* Philosophie fondamentale. La croyance à des choses qui n'existent pas constitue une grande part de notre vie, de notre univers mental. Ce n'est pas de l'irréel ordinaire, c'est du surréel, c'est, pour ceux qui croient, plus réel que la vie réelle.

Il en va ainsi de la mort ?

Toutes les sociétés, qu'elles soient monothéistes ou polythéistes, pensent que la mort n'est pas la fin de la vie : après la mort, la vie continue sous une autre forme. C'est un invariant de toute culture. La mort, dans toutes les sociétés, est une disjonction : quelque chose se sépare du cadavre. Si c'est une disjonction, alors, la mort ne s'oppose pas à la vie mais à la naissance, qui est, elle, une conjonction : pour les religions, l'âme est alors introduite par Dieu dans le fœtus. Or, c'est totalement contre-intuitif : personne n'a jamais vu une âme entrer ou sortir d'un corps ! C'est de l'imaginaire, la construction d'une pensée spéculative. Mais ces formidables créations spéculatives donnent de l'architecture, de l'art, les rapports sociaux, des cosmo-sociologies, les castes indiennes, les initiations des Baruya, le dalaï-lama. Reconnaître le caractère spéculatif et imaginaire d'une partie du réel, c'est devenir un philosophe critique.

Pourquoi dites-vous que cet imaginaire est pétrifié ?

Parce qu'il dure longtemps... 2000 ans si on est chrétien, plus si on est hindouiste ou bouddhiste. On ne peut pas éradiquer la religion. On peut s'en séparer individuellement par un processus de vie personnel. Moi je ne crois pas que les dieux existent et j'ai tellement de dieux dans la tête que je ne peux décider lequel est le seul vrai. Mais pour ceux qui y croient tous les dieux sont vrais.

(1) *La Pratique de l'anthropologie. Du décentrement à l'engagement*, entretien présenté par Michel Lussault, PUL.

[Sonya Faure](#) , [Cécile Daumas](#)